

Paris, le 4 avril 2018

Les services publics, notre bien commun



Le gouvernement cherche à détruire l'ensemble des services publics.

Le monde du futur selon Macron est un grand retour en arrière : privatiser et/ou réduire au maximum les services publics pour la population. Ceux exercés par la fonction publique qui soignent, éduquent, aident dans la vie quotidienne se réduiront à peau de chagrin. Concrètement, dans cette nouvelle société que l'on veut nous imposer, il faudra payer de plus en plus cher et de plus en plus de choses.

C'est une constante dégradation des services publics qui se profile

Ce sont des fermetures de sites, des files d'attente, des sites internet à la place de l'accueil et l'accompagnement humain qui nous attendent. On ressent déjà au quotidien les suppressions d'emplois et le manque d'investissements. A la SNCF, par exemple, ce sont des trains retardés ou supprimés, des correspondances pas assurées, des tarifs incompréhensibles : **ce n'est pas acceptable, nous voulons améliorer les choses !**

Dans cette société que Macron veut imposer, ce sont aussi les jeunes et les retraité.es qui sont visé.es : sélection à l'entrée à l'université autrement dit sélection sociale renforcée défavorisant gravement la jeunesse populaire dans son orientation, hausse de la CSG pour les retraité.es qui voient leur pension baisser alors que dans le même temps, le gouvernement fait le choix de baisser l'impôt sur la fortune pour les riches...

Pour réussir à faire passer ces attaques, le gouvernement cherche à nous opposer les un.es aux autres en faisant croire qu'il y aurait des privilégié.es, qu'avoir des droits collectifs, un statut protecteur, ce serait la source de problèmes et qu'il faut donc les supprimer. C'est ce qu'il se passe avec les cheminot.es. C'est ce qui se passera aussi avec les fonctionnaires alors que leur statut est avant tout là pour protéger la population, nous donc, et assurer une égalité de traitement de tou.te.s.

Alors non ! Un alignement par le bas n'est pas une solution. Bien au contraire ! Cela dégradera la situation de chacun.e !

Macron veut faire un symbole des cheminot.es et cherche à briser leur mouvement pour casser toute combativité. Il ne sera que plus simple d'écraser ensuite le reste des services publics et la fonction publique.

Nous sommes tou.te.s concernées car si le projet du gouvernement passe, c'est à une dégradation du

service public ferroviaire qu'il faut s'attendre, comme c'est déjà arrivée dans d'autres pays en Europe : augmentation des tarifs, multiplications des retards, multiplication des accidents, fermetures de lignes...

On veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'autre choix que de rembourser une « dette », créée par le capitalisme financier. C'est un mensonge. Dans un pays où la fraude fiscale et les profits des groupes et de quelques

riches se comptent en dizaines de milliards d'euros (80 milliards rien que pour la fraude fiscale), de l'argent il y en a !

Il est temps d'imposer un autre partage des richesses qui profite à l'ensemble de la population : augmentation des pensions, des indemnités chômage, des salaires. Et il est indispensable que le financement des services publics à la hauteur des besoins de tous et toutes soit intégralement assuré.

Nous pouvons agir collectivement et repousser ces attaques.

Il faut engager les discussions autour de nous, avec nos camarades, nos collègues, nos ami.es, notre voisinage et/ou nos familles sur la situation.

Plusieurs secteurs professionnels, parfois des entreprises, sont engagés dans des luttes. **Nous pouvons agir ensemble pour les faire triompher.**



Pour Solidaires , ce mois d'avril est central pour réussir à construire des convergences, salarié.es, cheminot.es, fonctionnaires, étudiant.es et retraité.es, c'est tou.te.s ensemble qu'on va gagner !